

TV Turnoff Week

Zu einer fernsehlosen Woche ruft die US-Organisation Adbusters auf. Vom 21. bis zum 27. April sollen die Menschen weltweit ausprobieren, ob es auch ohne "eingebettete" Kriegsberichterstattung, dümmliche Soaps und mittelmäßige Spielfilme geht. Mehr Information gibt es auf der Web-Seite www.adbusters.org/campaigns/tvturnoff. Man erfährt unter anderem, dass Film- und Fernsehstars wie Tom Cruise und Madonna den TV-Konsum ihrer eigenen Kinder drastisch einschränken. Auch in Luxemburg wollen Jugendliche am kommenden Samstag mit einer "Fernseh-Futtimaach-Aktioun" auf die TV-Turnoff-Woche aufmerksam machen.

Peace Brigades informe

Le numéro 6 de "Présence internationale", la feuille de liaison de "Peace Brigades International" (PBI) Luxembourg, vient de paraître. La publication informe sur les projets en cours de cette ONG dévouée à la défense des droits humains et de la paix. Le travail de PBI sur place consiste essentiellement à faire accompagner le travail des ONG locales par des citoyen-ne-s de pays du Nord afin de les protéger. Elle est active en Colombie, au Mexique, au Guatemala et en Indonésie. Contact: Peace Brigades International, tél. 26 29 60 01, www.peacebrigades.org

Breit gefächelter Umweltschutz

Ein Forderungskatalog in Sachen Naturschutz wurde von der "Lëtzebuerger Natur- a Vulleschützliga" auf ihrem Jahreskongress beschlossen. Was die Umweltschutzorganisation von der Luxemburger Regierung verlangt, reicht von der Umsetzung von EU-Direktiven und -Programmen über ein Bodenschutzgesetz und Renaturierung von Gewässern bis zu Klimaschutzmaßnahmen in der Energie- und Transportpolitik. Das Dokument soll in den nächsten Tagen unter www.luxnatur.lu einsehbar sein.

Contre la brevetabilité des logiciels

Le "Linux User Group Luxembourg" (Lilux) se prononce contre les projets de l'Union européenne en matière de brevets logiciels. Aux yeux de ce groupe, cela signifierait la fin des logiciels libres tels que Linux. Plutôt que de protéger les inventeur-e-s, cette brevetabilité exclurait les petites entreprises qui n'auraient pas les moyens financiers de déposer un brevet, comme cela est déjà le cas aujourd'hui aux Etats-Unis. "Nous ne voulons pas que nos créations logicielles soient contrôlées par des multinationales américaines", écrit Lilux. Pour sensibiliser les dirigeant-e-s politiques, Lilux a lancé une pétition disponible sous: www.linux.lu

Troisième victime parmi les boucliers humains

Le 11 avril, à Rafah, dans la bande de Gaza, le volontaire britannique Tom Hurdall a reçu une balle dans la tête. D'après des témoignages cités dans "Libération" de mardi dernier, il aurait voulu protéger deux enfants palestiniens des tirs de l'armée israélienne. Il a été déclaré en état de mort clinique. Il s'agit du troisième cas en un mois où un "bouclier humain" est tué ou grièvement blessé dans les territoires occupés. Dans un communiqué de presse, l'Association belgo-palestinienne, dont certains membres avaient été refoulés à l'aéroport de Tel Aviv en décembre dernier, dénonce: "En agissant ainsi, Israël tente de dissuader la présence d'observateurs civils internationaux cherchant ainsi à éviter tant de témoignages l'accablant de crimes de guerre."

Asyl im 21. Jahrhundert

Besorgt über die neuesten Entwicklungen in der EU-Asylpolitik zeigt sich die NGO Statewatch. Insbesondere die von der britischen Regierung vorgetragene "protection not migration"-Konzept sorgt für Unmut. Dabei sollen unter anderem Asylsuchende in sichere Auffanglager außerhalb der EU gebracht werden, wo sie die Bearbeitung ihres Antrag abwarten müssten. Mehr Informationen unter: www.statewatch.org/news/2003/mar/25/asylum.htm

MOBILISATIONS EN EGYPTE

Contre la guerre et le gouvernement

Le gouvernement égyptien réagit durement à la mobilisation pour la paix. En effet, derrière les revendications d'un engagement contre la guerre se profilent celles d'une démocratisation et d'une plus grande justice sociale.

(ok/RK) - "Il y avait une ambiance exceptionnelle, c'était incroyable, toutes ces personnes qui manifestaient dans les rues du centre ville", raconte Dina Heshmat, membre de l'AGEG, le Groupe égyptien contre la mondialisation. Le 21 mars une grande manif contre la guerre en Irak a eu lieu au Caire, comme dans de nombreuses capitales arabes. Et comme ailleurs, la répression du gouvernement s'est abattue sur les militant-e-s anti-guerre. Arrestations, détentions arbitraires, mauvais traitements voire tortures - sous le couvert de la loi d'urgence - ont donné lieu à de sévères critiques de la part d'organisations de défense des droits humains.

Répression

Le fait que le gouvernement égyptien se soit prononcé officiellement contre la guerre ne l'a pas empêché de réprimer les manifestations. Dina Heshmat a décrit au wox comment, suite à l'intervention de la police lors de la manif du 21 mars, elle a aidé à s'enfuir une autre manifestante qui avait reçu des coups à la jambe. "... on a couru se réfugier dans les ruelles d'un quartier populaire avoisinant. Elle n'arrivait plus à marcher, on a été rejointes par d'autres manifestants, et, à plusieurs, on l'a aidée à marcher. Heureusement, elle n'avait rien de cassé." Un autre jeune a eu moins de chan-

ce: il a eu le bras cassé par les coups de matraques.

Actuellement, les "kidnappings", les arrestations sans base légale, se poursuivent, mais n'arrivent pas à briser le mouvement. "Nous avons été à l'origine des deux journées de manifestation historiques, les 20 et 21 mars. Des dizaines de milliers de manifestants au centre du Caire, ça ne s'était pas vu au moins depuis 1977", s'enthousiasme Dina Heshmat. Elle pense que le gouvernement sortira fragilisé de cette crise, face à une population exaspérée "par les positions mièvres de Moubarak, mais surtout par la situation économique et sociale explosive. Et par la loi d'urgence, qui, en vigueur depuis 1981, vise à étouffer toute velléité d'organisation indépendante."

Dès avant la guerre, le député Serge Urbany ("déi Lénk") avait interpellé, à travers une question parlementaire, la ministre des Affaires étrangères sur la répression du mouvement anti-guerre en Egypte. Lydie Polfer, dans sa réponse du 31 mars, assure que "le Luxembourg restera attentif à d'éventuelles violations des droits de l'homme". Elle regrette la prorogation de l'état d'urgence jusqu'en 2006 et écrit: "L'UE ne manquera certainement pas de réagir à la nouvelle décision du parlement égyptien."

Par ailleurs, début mars, une délégation du Centre de recher-

che publique Henri Tudor (CRPHT) s'était rendue en Egypte afin "d'identifier des pistes de collaboration possibles" avec l'industrie et les centres de recherche égyptiens. Nous avons demandé à Claude Wehenkel, administrateur-délégué du CRPHT, ce qu'il éprouve par rapport à la situation là-bas. Il a répondu en son nom personnel: "C'est bien une dictature, mais cela ne changera pas du jour au lendemain. Et puis, ce que font les Etats-Unis n'est pas joli non plus: guerre en Irak, système carcéral, peine de mort. Pourtant on collabore avec eux." Il croit que la coopération économique entraînera plus de richesse et, à terme, plus de démocratie.

Libéralisme

Dina Heshmat voit les choses différemment: "Je ne pense pas que libéralisme économique égale libéralisme politique. Cela fait des années que le gouvernement égyptien a fait le choix de l'ouverture économique, qu'il privatise à tour de bras. En même temps, il applique une politique à l'exact opposé du libéralisme politique - justement pour mater toute révolte contre les conséquences des Plans d'ajustement structurel." Elle insiste sur l'importance, pour les mouvements égyptiens, de la solidarité active entre peuples du Nord et du Sud. "Alors nous arriverons à faire plus que simplement élever la voix contre les injustices en cours: imposer l'arrêt de toutes les guerres inutiles et l'arrêt de la mondialisation libérale."

RECOMMANDATIONS A L'ONU

Challenges en Irak

Voici les points essentiels des recommandations d'Amnesty au Conseil de sécurité de l'Onu. L'organisation souhaite que les droits humains soient au coeur de tous les efforts de reconstruction de l'Irak.

Ce qui se passe aujourd'hui sur le terrain en Irak est très difficile à cerner. Malgré la très grande couverture médiatique, il n'est pas certain que nous ayons une image complète de la situation en Irak, notamment de ce qui s'est passé et de ce qui se passe en matière de respect des droits humains et du droit humanitaire. Il est très difficile d'obtenir des informations, puisqu'il n'y a pas pour l'instant, en Irak, d'observateurs indépendants, hormis les membres du Comité International de la Croix Rouge, qui ne rendent généralement pas publiques leurs informations. Dès lors, Amnesty International recommande vivement aux membres du Conseil de Sécurité d'user de la possibilité, réaffirmée dans la résolution 1265, d'envoyer sur le terrain une Commission Internationale d'Enquête, qui mènerait des recherches sur d'éventuelles sérieuses violations du droit international humanitaire.

Par ailleurs, il est aussi urgent que le Conseil soutienne l'envoi d'une mission de surveillance de la situation des droits humains, compétente et efficace, en Irak. (...)

La population irakienne a eu à souffrir de graves violations de ses droits non seulement sous le régime de Saddam Hussein, mais aussi ces dernières semaines, durant l'intervention armée de la coalition américano-britannique. Il est indispensable que les responsables de ces violations soient traduits en justice, pour mettre fin à un régime d'impunité dévastateur. A cette fin, les Nations Unies pourraient diligenter une commission d'experts sur le terrain, qui analyseraient la situation et, en consultation avec la société civile irakienne, formuleraient des propositions pour mettre fin à l'impunité et permettre au peuple irakien d'obtenir justice.

Toutefois, tout en discutant du futur rôle des Nations Unies en Irak, le Conseil de Sécurité doit être conscient et insister sur les actuelles responsabilités des puissances occupantes en Irak. Aux termes de la quatrième Convention de Genève et de la Régulation de la Haye en effet, les Etats Unis et la Grande Bretagne, en tant que puissances occupantes, doivent non seulement assurer l'approvisionnement de la population en vivres

et en produits médicaux, mais aussi restaurer et maintenir l'ordre public et la sécurité. Pour ce faire, il nous paraît très important que les puissances occupantes laissent les structures de l'Etat, notamment les structures légales, le plus intactes possible. Il sera alors possible d'appliquer les lois irakiennes existantes, tout en les rendant conformes aux différents traités internationaux relatifs aux droits humains auxquels l'Irak est partie. A noter notamment qu'aucune discrimination fondée sur l'appartenance religieuse, politique ou ethnique, ne devra être acceptée.

(...) La réponse à l'impunité, la création d'un système de justice équitable et efficace, le respect des droits des minorités et des femmes, et la participation constante du peuple irakien à ces priorités sont les principaux défis que doit relever la communauté internationale aujourd'hui.

**Amnesty International
Luxembourg**